

Préfecture de l'Ain
Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral prescrivant des mesures d'urgence
à la SAS CHROMECA à BEYNOST**

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.512-20 ;
- VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 modifié autorisant la SAS CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surfaces à BEYNOST ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la SAS CHROMECA à BEYNOST ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016 mettant en demeure la SAS CHROMECA de respecter les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques émis par l'activité de traitement de surfaces, et prescrivant des mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative ;
- VU le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la SAS CHROMECA le 30 avril 2015, et complété les 31 mars 2016 et 9 mars 2018 ;
- VU les évaluations quantitatives des risques sanitaires liés au fonctionnement de l'établissement, présentées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- VU les résultats des campagnes d'analyses réalisées en 2017 et janvier 2018 concernant l'ensemble des rejets atmosphériques émis par l'activité de traitement de surfaces, dans des conditions de fonctionnement représentatives ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 19 juillet 2018 ;

CONSIDERANT que les résultats de la campagne d'analyses 2017 des rejets atmosphériques mettent en évidence que la concentration de ces rejets est supérieure aux valeurs limites ;

CONSIDERANT que les évaluations quantitatives des risques sanitaires liés au fonctionnement du site, mettent en évidence un risque sanitaire important pour les populations riveraines, très supérieur à la limite de l'acceptabilité, dû aux rejets importants de chrome VI et de chrome dans l'air ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire que les risques sanitaires générés par les rejets atmosphériques de l'établissement deviennent rapidement inférieurs à la limite de l'acceptabilité ;

CONSIDERANT que le respect des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) des rejets dans l'air prescrites au paragraphe 3.1.3.4 de l'article TROIS de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 1990, et à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2012, ainsi que le respect des valeurs limites d'émissions minimales prescrites à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, ne permettent pas de protéger les intérêts définis à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant des mesures d'urgence pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement, visant à limiter les teneurs en polluants des rejets atmosphériques de l'établissement ;

CONSIDERANT que les délais liés à la consultation du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sont incompatibles avec l'urgence des mesures qui doivent être prescrites ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L.512-20 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- **ARRETE** -

Article 1^{er} :

La SAS CHROMECA, dont le siège social est situé 74 allée des grandes Combes – 01700 BEYNOST, est tenue de respecter les prescriptions suivantes relatives à la prévention de la pollution atmosphérique, dans le cadre de l'exploitation de son établissement sis à la même adresse.

Article 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Concernant les rejets atmosphériques de l'établissement, l'exploitant est tenu de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- la valeur limite d'émission de 0,21 g/h en flux total pour les rejets des bains de traitement concernant le paramètre chrome VI,
- et une absence totale de rejets en chrome particulière pour les installations de travail mécanique des métaux.

L'exploitant réalisera avant la fin du délai de trois mois imposé ci-dessus, **un contrôle de l'ensemble des rejets atmosphériques émis par l'activité de traitement de surfaces, et de traitement mécanique des métaux**, dans des conditions de fonctionnement représentatives. Les paramètres à analyser sont le chrome VI, le chrome III, le chrome total, le nickel, la température des gaz, le débit des gaz secs et humides, et la vitesse au débouché.

Article 3 :

L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la Mairie de BEYNOST pendant une durée minimum d'un mois (l'extrait devant préciser qu'une copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation est déposée pour mise à la disposition du public aux archives de la mairie). Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le Maire au Préfet,
- publié sur le site internet de la Préfecture de l'Ain pendant une durée d'un mois.

Article 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

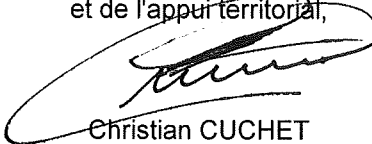
- à Monsieur le directeur de la SAS CHROMECA – 74 allée des grandes Combes – 01700 BEYNOST ;

- et dont copie sera adressée :

- au maire de BEYNOST, pour être versée aux archives de la Mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté,
- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne - Rhône-Alpes.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 30 juillet 2018

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le directeur des collectivités
et de l'appui territorial,



Christian CUCHET